“ Pour établir la valeur annuelle du droit de banalité et du droit exclusif d’avoir des moulins dans la seigneurie (indépendamment du droit au pouvoir d’eau) si aucuns tels droits sont reconnus par les dits juges comme susdit, le commissaire estimera la diminution probable (si elle existe) que le seigneur éprouvera dans le produit net annuel de ses moulins, par suite de la perte de tel droit, et la dite somme sera censée la valeur annuelle de tel droit, et sera répartie sur les fonds sujets aux dits droits en proportion de leur étendue.”

“ Tous autres droits seront évalués suivant les revenus ou profits qui pourront en provenir, lesquels seront constatés par le commissaire de la manière qu’il jugera la plus équitable, et les fonds sujets à iceux en seront chargés respectivement.

“ La valeur annuelle de chaque classe de droits sur chaque fonds *deviendra une rente constituée dont tel fonds sera chargé comme compensation payable au seigneur du dit fonds, et le montant total de telles rentes constituées sur un fonds quelconque, après la déduction qui en sera faite tel que ci-après prescrit, sera payable au seigneur annuellement au temps et lieu où les cens et rentes sur tel fonds sont maintenant payables, à moins qu’il ne soit autrement convenu entre le seigneur et le censitaire, et courra du jour où avis du dépôt du cadastre de la seigneurie sera donné dans la Canada Gazette, auquel jour les cens et rentes actuels et autres charges annuelles sur le fonds cesseront d’exister; et les dites charges, et les rentes constituées en vertu du présent acte seront calculées proportionnellement pour toute période durant laquelle elles pourront exister et qui sera moindre qu’une année.”*

En voilà assez pour faire comprendre que toutes les exactions d’un grand nombre de seigneurs sont légalisées. On parle des décisions des tribunaux, mais les censitaires savent ce qu’elles valent. Toujours les juges ont décidé en faveur des seigneurs et contre les censitaires, en dépit des anciennes lois françaises. Les mêmes décisions se répèteront encore. Les exactions seront légalisées. L’imposition et la fraude triompheront encore. Le censitaire paiera sa *rente constituée* ou la rente du capital que les commissaires auront imposée sur sa terre pour le paiement des droits seigneuriaux. Il est facile de voir que cette rente sera beaucoup plus forte que le cens et rente puisque ce dernier reste tel qu’il est et que l’on fera payer en sus la rente de la valeur de tous les autres droits.

Ce mode de changer la tenure aurait pu être justifiable jusqu’à un certain point si la chambre avait d’abord décrété que les rentes seraient rétablies aux anciens taux et si l’on avait du coup aboli tous les droits à l’exception du *cens et des lods et vente*. Alors on aurait pu changer les droits en une *rente rachetable* dans un certain tems et le rachat de cette rente aurait rendu les terres libres comme dans les townships. En aidant aux censitaires la chose était praticable.

Mais nous parler d’abolition de la tenure, et de terre libre, en la changeant en un système de *rentes constituées non rachetables*, tel que par la loi actuelle, c’est vouloir en imposer à la population, car la loi contient deux clauses qui s’opposent au rachat des *rentes constituées*, à moins que le seigneur consente.

Laissons encore parler la loi des seigneurs :

“ XXVIII. Toute rente constituée, établie en vertu du présent acte, sera toujours *rachetable du consentement du propriétaire du bien-fonds et du seigneur*, dans les cas où le seigneur a droit au capital d’icelle pour son usage *et pas autrement*; mais si la seigneurie est substituée ou possédée par un tuteur, curateur ou propriétaire usufruitier, et qu’une opposition soit filée et alors en force, la rente et les arrérages seulement seront reçus, sujets toujours à l’exception dans la clause suivante, qui s’appliquera à tous les cas de rachat de telles rentes.